



Séminaire 5

Entreprises et territoires dans l'économie mondialisée de la connaissance



Les territoires dans l'économie mondialisée de la connaissance

Pierre Veltz, Directeur de l'Ihedate

Je viens d'être recruté pour diriger la mission d'étude et de projet que Christian Blanc met en place dans le cadre du secrétariat d'État au développement de la région capitale. Le nombre de dossiers est vertigineux, et je vais devoir mettre entre parenthèses mon rôle à l'Ihedate, qui dispose d'un réseau solide d'intervenants, la maîtrise d'ouvrage (avec les entreprises, les régions, l'État...). Il est d'ailleurs question d'élargir le cercle dans le cadre des orientations « développement durable ». Un institut des hautes études en développement durable est à l'étude. La maîtrise d'œuvre est solide, avec une équipe d'animation fidèle au poste, qui fait l'essentiel du travail. Et il y a un réseau fort et solide d'intervenants, qui est aussi un réseau de grande complicité intellectuelle et amicale. Je pense rester directeur scientifique de l'Ihedate, et rester au conseil d'administration.

On va essayer de formaliser un peu plus le fonctionnement de ce collectif en mobilisant un peu plus les collègues pour une prise en charge plus collective, avec des gens comme Patrick Le Galès, Michel Savy, Laurent Davezies, Philippe Estèbe... Et on est en discussion pour créer au sein de la structure elle-même un mi-temps dédié au fonctionnement de l'Ihedate.

Je voudrais mettre en débat un certain nombre d'idées assez générales, développées dans "La grande transition ". Ce qui sans doute recoupera ce qu'a dit Gilles hier.

On est entré dans une phase de transition que je compare à la phase des Trente Glorieuses : on a eu après la guerre une première phase de modernisation à marche forcée qui a complètement transformé la France sur tous les plans. On est dans une phase de même nature, qui va sans doute s'étaler aussi sur quelques décennies. Pour comprendre ce qui nous arrive, il faut regarder les tensions entre la transformation d'un modèle économique, de type socio-politique institutionnel, et la transformation d'un modèle territorial. Le fonctionnement territorial joue un rôle que les économistes et les politistes ont tendance à sous-estimer. On ne comprend pas grand-chose aux Trente Glorieuses si on ne comprend pas la dynamique territoriale qui a fonctionné à ce moment-là. L'effort de conceptualisation que j'ai fait visait à montrer que c'est la même chose aujourd'hui, sous des formes très différentes.

Qu'est-ce qui est nouveau ? Évidemment, pendant les Trente Glorieuses on était dans une économie nationale très fermée, et aujourd'hui on est dans le grand bain de la mondialisation.

Le premier point portera sur la mondialisation, le deuxième sur les facteurs déterminants d'échec ou de réussite territoriaux. Le troisième point caractérisera la position française dans ce contexte. Un quatrième point essaiera de dégager les grands défis, et comment le territoire à chaque fois est convoqué comme acteur essentiel.

■ La mondialisation

Sur la mondialisation, ce qui me frappe beaucoup, c'est qu'on est entré dans une étape nouvelle. Il y a l'entrée de la Chine, de l'Inde, de la Russie dans le jeu, qui double la force de travail mondiale. Comme le niveau de capital dans ces pays est au départ relativement faible, le capital par tête dans le monde est abaissé, et des économistes ont calculé que pour revenir à un niveau de capital par travailleur, dans le monde, équivalent à celui des pays développés aujourd'hui, il faudrait une trentaine d'années. Ce qui situe l'échelle de temps qui est devant nous avant que cette énorme mutation soit absorbée. Tout cela va de pair avec une montée très accélérée de la financiarisation, et avec l'arrivée à maturité des technologies des grandes plates-formes d'information et de communication à distance. Concrètement, par exemple, on voit que des outils comme les techniques de visioconférence ne sont pas encore tout à fait performants. On a maintenant des capacités de travail coopératif à très grande distance où la distance ne joue plus. Entre ici et Brest ou ici et Shanghaï, à part les questions de fuseaux horaires... J'ai été frappé, lors d'une visite du centre de design de Renault, de voir le travail partagé entre des sites répartis autour du globe, ce qui n'était pas le cas il y a encore quatre ou cinq ans. La révolution technologique de l'internet ne fait que commencer. Tout cela crée de nouvelles formes industrielles, au sens large du terme, avec un paradoxe : d'un côté on a un processus de fragmentation extrêmement accéléré du système productif, et d'un autre côté un processus de polarisation très accentué. Ce n'est pas seulement un paradoxe. On parle de fragmentation, on pourrait aussi bien parler de dégroupage : un ensemble de flux, de relations, d'activités qui étaient groupés sont maintenant dégroupés. Fonctionnellement, par exemple dans les systèmes logistiques, où l'on arrive à dégroupier les flux physiques, les flux informationnels et les flux financiers. Toute l'économie internet est liée à la capacité extraordinaire qu'a l'informatique de séparer des couches qui étaient auparavant physiquement intégrées. En même temps, on a un dégroupage géographique. L'échelon de référence aujourd'hui, ce n'est plus l'entreprise, c'est la chaîne de valeurs, de la conception d'un produit à son usage et son recyclage. L'unité de localisation, ce n'est plus l'entreprise, ce sont des bouts d'entreprise, des tâches, des blocs de tâches, voire des tâches individuelles. On peut prendre un exemple, celui du trajet d'une brosse à dents un peu sophistiquée – maintenant l'informatique est partout dans les objets – qui comporte trente-huit composants, lesquels font au total 38 000 kilomètres à travers la planète : certains bouts viennent d'Asie, le corps en plastique est fabriqué en Autriche, le métal vient de Suède, les puces sont testées en Corée, empruntant des camions, des bateaux, le train... Le montage est réalisé à San Francisco, à côté du marché de consommation. Ce n'est pas un cas isolé. On a aussi le homard juste à temps : une entreprise de Clearwater, dans le Kentucky, a construit une piscine d'eau de mer réfrigérée. Les homards sont pêchés dans les eaux froides de l'Écosse et de l'Atlantique nord, transportés vivants, mais frigorifiés dans des camions, un peu fatigués à l'arrivée. Pour qu'ils puissent récupérer, ils passent quelques jours dans cette piscine du Kentucky située près d'un "hub" de Fedex ou d'UPS, qui apportera le homard frais sur les tables de New York, voire à Boston, pas très loin de l'endroit où les homards ont été pêchés. On pourrait prendre des milliers d'exemples de ces dégroupages. On se posera la question de savoir si c'est grenello-compatible. La réponse n'est pas si simple, car il s'agit essentiellement de transport maritime.

L'unité n'est plus l'entreprise, et la ligne de partage entre les salariés, concernés ou pas, n'est plus celle de l'entreprise. Pour les services – vous connaissez tous les processus de délocalisation de centres d'appel ou de comptabilité, sachant que maintenant le pôle indien a tendance à se transférer

vers l'Indonésie, l'Inde étant devenue trop chère – a ligne de partage passe à travers l'entreprise. De grands économistes, comme Paul Krugman, considéré comme le pape de l'économie géographique, très incisifs, très clairs, très hostiles à Bush, ont défendu la thèse que la mondialisation ne concernait qu'indirectement les salariés des pays développés, en particulier l'augmentation des inégalités entre les salariés des pays développés : la concurrence se fait par les produits. Mais il a révisé certaines opinions : dans cette nouvelle forme de globalisation que certains appellent « à grain fin » ou « à haute résolution », on met bel et bien en compétition directe le salarié d'Axa qui travaille au siège et les salariés marocains qui vont répondre aux appels téléphoniques. On est passé de « trading good » à « trading task » : il s'agit du commerce des tâches. Aujourd'hui, la tâche élémentaire devient la clef de la mondialisation, grâce aux nouveaux outils, grâce à l'ouverture économique. Ce qui exerce une influence déflationniste sur les salaires dans nos pays. Il ne faut pas, de ce point de vue, être exagérément optimiste.

Tout cela a pour effet d'augmenter le degré d'incertitude, ce qui est important pour les territoires. On sort d'une période où on a eu des reconversions sectorielles et géographiques – reconversion du textile, du charbon, de l'acier. Même si on n'en est pas complètement sorti, quand on regarde les points chauds de restructuration sur une carte de France, on voit que c'est très dispersé, et que les entreprises touchées peuvent être des entreprises en bonne santé comme des entreprises en mauvaise santé. Ce qui est facile à comprendre : plus nos sites sont des chaînons dans des chaînes d'interactions de plus en plus vastes, plus il y a un effet aléatoire à l'arrivée. Le CAS (Centre d'Analyse Stratégique) a fait une étude sur les zones potentiellement fragiles en France, en croisant un certain nombre de critères objectifs : quarante et une zones particulièrement fragiles ont été repérées, on en trouve partout, mais aucune des zones du CAS ne correspond aux zones de la réalité. Ce qui justifie l'idée que, à part quelques processus très lourds, la politique économique vue du point de vue territorial ressemble plus à de la gestion de l'incertitude, avec une nécessité d'anticipation, qu'aux politiques de restructuration classiques.

En face, on a un mouvement de polarisation très fort : l'écheveau de réseaux mondial donne l'impression d'un désordre absolu. Mais non : il y a des focalisations sur des zones territoriales bien limitées. On constate ce que les économistes appellent un « effet d'agglomération » : les externalités d'agglomérations jouent un rôle de plus en plus important. La question est de savoir ce que sont ces effets d'agglomération. Quand les économistes disent que ce sont des externalités, ils veulent dire... qu'ils ne savent pas. Externalité, c'est ce qui n'est pas dans le marché, qu'on ne sait pas modéliser. L'effet d'agglomération veut dire que la production est plus efficace quand elle est groupée que quand elle est dispersée. La géographie non seulement ne disparaît pas, mais joue un rôle majeur, et dans la période précédente le territoire national a été un lieu très fort d'agglomération. Dans l'automobile, les constructeurs sont en lien avec les fournisseurs qu'ils connaissent bien, les distributeurs, le réseau bancaire, etc. On voit les avantages de ce réseau. Aujourd'hui les choses vont dans deux directions : d'un côté, les économies classiques des nations tendent à se dilater dans des espaces plus larges, les espaces régionaux au sens supra-national : l'Europe, avec sa zone est qui sert de zone de bas salaires interne ; l'Asie de l'est, où un système local se constitue entre le Japon, la Chine, l'Indonésie, très extraverti mais qui commence à être intraverti. On a un deuxième type d'agglomération, qui s'accroît fortement, l'agglomération ponctuelle : une part de la production mondiale est réalisée dans des agglomérations au sens habituel, dans les grandes métropoles. C'est le processus de métropolisation que l'on a commencé à analyser il y a une quinzaine d'années, et qui a tendance à s'accélérer. Ces grandes métropoles, sur la carte, représentent un archipel limité : le Japon, les grandes villes de la Chine côtière, quelques villes en train de monter, le paquet des villes européennes, la côte est et la côte ouest des États-unis, avec Chicago au milieu. On a là une part considérable de la production mondiale. Il n'y a pas que la métropolisation. Deux autres formes d'agglomération ponctuelle se développent, les économies d'enclave, par exemple dans tout le secteur des matières premières, un peu sur le mode des bases militaires, des enclaves qui se dissocient des espaces nationaux où elles sont insérées. Et on a la forme traditionnelle du district spécialisé, particulièrement forte dans les pays émergents. La Chine a énormément de districts

spécialisés : le district de la chaussette produit 50 % des chaussettes. Ce sont des mécanismes connus depuis l'origine de l'industrialisation.

Ces différents processus sont emboîtés, avec l'élargissement vers des échelles régionales, mais aussi le resserrement sur des agglomérations. Avec cette grande différence par rapport au passé que les métropoles, par exemple, ne sont plus des mécaniques fermées sur elles-mêmes, commerçant ou échangeant avec d'autres. Ce sont des nœuds de réseaux, avec des entreprises qui se croisent partout. Je ne sais pas si l'on peut dire aujourd'hui qu'il y a une économie francilienne : l'Île-de-France est un nœud de réseaux, point d'intensité de chaînes de valeurs, que l'on va retrouver dans d'autres grandes villes.

■ **Les facteurs déterminants d'échec ou de réussite territoriaux**

Deuxième point, qu'est-ce qui détermine la réussite ou l'échec territoriaux dans ce monde ouvert et dangereux ? On pourrait parler longuement de toutes les théories du développement régional, qui convergent beaucoup avec les théories du développement – les théories appliquées aux pays en voie de développement. Le changement majeur, c'est que les facteurs de succès vont du « hard » au « soft ». Toutes les théories traditionnelles sont basées sur deux choses principales : les coûts de transport, d'accès aux ressources, et les coûts de salaires et de matières premières. Aujourd'hui les coûts de transport deviennent marginaux, et dans un certain nombre de cas, ils ne sont plus déterminants ; le coût du capital est relativement homogénéisé, et les coûts de salaires jouent un rôle important, mais bien moins important que ce que l'on pense en général. Ce qui compte, ce n'est pas le salaire nominal, c'est le salaire divisé par la productivité, qui elle reste très dépendante du contexte. Quand on met un centre d'appel au Maroc, on gagne sensiblement parce que l'environnement technologique est faible. Il suffit d'un réseau de télécommunications qui fonctionne. Si vous y implantez une usine, c'est plus compliqué : il faut un vrai environnement technologique, et la variable salaire va jouer beaucoup moins parce qu'il faut mettre en relation le salaire payé et le niveau de capital ; quand on combine les deux, on arrive encore à être compétitif. Pour contrer cette théorie un peu primaire qui dit « le salaire prime tout », il suffit de se tourner vers l'Allemagne. On a parlé de l'Allemagne, malade de l'Europe, qui ne s'en sortirait pas à cause de ses coûts salariaux : des efforts ont été faits, incontestablement, mais les salaires ne sont tout de même pas ceux de l'Asie ou de l'Indonésie, et l'Allemagne reste le premier exportateur du monde, avant les États-Unis, et c'est heureux qu'elle soit là, car c'est elle qui, économiquement, tire l'Europe après avoir été traitée « d'homme malade » pendant quelques années. Les économistes doivent être modestes.

Quel est leur poids de toutes ces variables « hard » mises dans les modèles ? Ma thèse, partagée par beaucoup, est que de plus en plus, les variables déterminantes sont les variables « soft » : la variable « organisation », qui vaut même pour les entreprises. C'est fascinant de voir comment des usines clones – j'en ai vu dans l'agro-alimentaire – selon le pays, selon le niveau d'organisation, ont des résultats très différents. Ce qui compte, ce ne sont pas les ressources, mais l'intelligence qu'on va injecter. Ce qui vaut au niveau microéconomique vaut aussi, globalement, pour les territoires. Au-delà de l'organisation, on peut distinguer l'institution, pas seulement l'institution politique, mais la capacité d'un territoire à construire des règles qui soient à la fois stables et transparentes, avec un système d'acteurs capable de porter des projets stratégiques, qui ne s'épuise pas en coûts de transaction interminables entre niveaux. Toute référence à un monde réel serait fortuite... Ce qui le montre le mieux, et c'est un fait économétrique, c'est de voir à quel point aujourd'hui les exemples de réussite sont de petits pays, voire des cités-États. Singapour est un exemple intéressant : même si c'est une dictature, peut-être parce que c'est une dictature, elle a une trajectoire économique extraordinaire. On a visité avec l'Uhdate le pays basque espagnol il y a quelques années : malgré le cancer qui continue à le ronger, il a connu des performances extraordinaires. Il était au fond du trou et se retrouve en tête du peloton, non seulement au niveau espagnol, mais aussi au niveau européen. La raison de base en est la cohérence, même s'il y a quelque chose de choquant, quelque chose comme du « capitalisme ethnique » ; si vous n'êtes pas basque, ce sera difficile de réussir...

Quand les Basques ont voulu construire des clusters de biotechnologies, ils ont battu le rappel des Basques du monde entier. On a visité Hambourg également : Hambourg, c'est un peu un rêve pour certains : tout ce décide au sénat de Hambourg, il y a une seule institution. Pour être au premier rang des ports mondiaux, c'est plus facile, et Hambourg repasse en tête : pas besoin de discuter à de multiples niveaux avec de multiples agences, il suffit d'aller voir le sénateur en charge des questions portuaires, on met l'argent sur la table et on avance. Je ne suis pas en train de plaider pour le démantèlement de la France en cités-États, je fais un constat.

Le rôle du "soft " a de l'importance pour les entreprises : les degrés de liberté, les marges de manœuvre pour la localisation des entreprises, sont considérables. Il suffit, pour la majorité des entreprises, que la logistique de base soit assurée, qu'on ait l'eau, l'électricité, le gaz et le téléphone, et on peut s'installer n'importe où – ce qui augmenté la capacité de négociation avec les collectivités et les territoires, ce qui peut mener à des surenchères négatives en matière d'accessibilité. Le bon côté des choses, c'est qu'on n'est plus dans du déterminisme géographique : aucun territoire n'est condamné à partir du moment où il est capable de bâtir des projets, de mettre en place une gouvernance, des institutions. On pourrait dire que ce n'est pas le territoire qui fait le projet, mais le projet qui fait le territoire. Le danger, c'est qu'évidemment il faut supposer réelles les capacités de négociation entre les territoires et les entreprises, qui sont souvent défavorables aux territoires.

Quelques mots sur la situation française : par rapport aux Trente Glorieuses, une des grandes différences est cette incertitude sur le contexte général. Les engrenages vertueux et faciles ont joué, mais ne jouent plus. Premier engrenage, entre la croissance et le progrès social, à travers le bouclage « fordien » : on fait des gains de productivité dans l'industrie, ce qui enrichit tout le monde, le niveau de consommation augmente et, par des mécanismes plus ou moins explicites, on a un partage des gains de productivité. Deuxième engrenage, ce que Sauvy appelait les « déversements de productivité ». L'enchaînement suivant a très bien fonctionné : l'agriculture a fait des progrès gigantesques, ce qui a libéré une force de travail nombreuse et jeune. En 1965, deux ouvriers sur trois n'étaient pas d'origine ouvrière. Les gens ont trouvé du travail sur place : les fils et filles d'agriculteurs, les filles en particulier, sont entrés dans des usines comme Moulinex. Il s'agissait de travaux pénibles, mais vécus comme un progrès : la femme ramenait un salaire, et avec le salaire du mari, on pouvait se payer une petite maison, une voiture, etc. Cela a pu se faire sans mobilité géographique : l'industrie est allée à la rencontre des gens, là où ils se trouvaient. L'industrie faisant des gains de productivité considérables, la courbe des emplois dans l'industrie a grimpé jusqu'en 1974, pour redescendre ensuite. Les gains de productivité ont été redistribués en pouvoir d'achat et ont permis le développement d'un secteur tertiaire qui est venu, lui aussi, se greffer sur place.

Aujourd'hui ces deux mécanismes fondamentaux sont rompus. On est dans une situation où le lien entre croissance et élévation de productivité est de moins en moins partagé. Les chiffres pour les États-unis sont affolants, mais les chiffres pour la France ne sont pas meilleurs : on est dans une phase de réouverture considérable des inégalités sociales, sans précédent depuis longtemps, parce qu'on ne dispose plus des mécanismes qui faisaient que les gains de productivité pouvaient bénéficier à tous. La sphère financière s'est largement dé耦plée des gains de productivité réels, dans l'économie réelle, et capte une rente dont on peut discuter si elle est utile ou pas – je ne fais pas un discours anti-financier primaire. Mais pourquoi un jeune "traider " est-il payé cinq fois plus qu'un jeune ingénieur qui va chez Renault concevoir les voitures de demain ? C'est une vraie question qui finit par avoir des aspects macro-économiques. Cette négociation explicite ou implicite de partage des fruits de la croissance n'a plus d'arène : l'entreprise est très éclatée, diminuant le pouvoir de négociation d'une partie des salariés. La négociation est devenue une sorte de champ continu international où se développent des opportunités que certains peuvent saisir et pas d'autres. D'autre part, on n'a plus la continuité géographique des Trente Glorieuses. On a un écart géographique et social croissant entre les perdants et les gagnants de la globalisation. C'est normal qu'il y ait eu des gagnants et des perdants. Dans les Trente Glorieuses, il y a en a eu. Aujourd'hui, les gagnants sont les gens qualifiés, plutôt dans les villes, les perdants sont ces victimes des fins de cycle

des usines des Trente Glorieuses. Les emplois nouveaux ne se créent pas là où les emplois se perdent. Avec un lien très fort à la qualification : chez Moulinex, on a proposé aux femmes beaucoup d'emplois dans les services à la personne. La réaction a été : nous ne sommes pas des domestiques – même si ce sont des emplois plus compliqués. Le régulateur normal d'une telle situation, c'est la mobilité : dans certaines régions on a une demande de main d'œuvre non satisfaite, et on a des régions de chômage fort, mais il y a très peu de mobilité. C'est quelque chose de très profond. La situation de crise n'est pas le bon moment pour être mobile. C'est un peu agaçant d'entendre une partie du patronat dire : « les gens n'ont qu'à être mobiles ». La mobilité interrégionale est très faible. On n'est pas les États-unis, on n'est pas un pays d'immigrants. On devrait alors avoir de la mobilité interprofessionnelle, de la mobilité locale : il y en a très peu. Les gens bougent beaucoup d'une entreprise à l'autre, mais peu d'un secteur à l'autre, de l'industrie au BTP... Il faut accroître cela, sinon on va vers de gros problèmes.

■ **Six grands défis**

On est confronté à six grands défis :

- l'innovation : il faut rester dans le peloton de tête, ce qui est d'autant moins gagné que là aussi nous sommes dans l'incertitude. C'est bien plus facile de déménager un centre de recherches qu'une usine. Déménager des usines suppose un environnement technologique et humain, avec des spécialistes de maintenance. On ne crée pas en claquant des doigts une usine d'automobiles moderne. En revanche, délocaliser un centre de recherche, c'est très facile : la montée en puissance des universités chinoises est époustouflante ; elles partent de zéro. C'est paradoxal, mais je pense qu'il est plus facile de créer un laboratoire de biologie moléculaire que de créer une industrie chimique moderne. Pour l'Île-de-France aujourd'hui c'est un enjeu majeur. Nous n'avons aucune garantie qu'à l'avenir nos grands centres d'ingénierie ou nos centres de recherche soient localisés en Île-de-France. S'ajoute à cela notre déficit dans l'orientation vers les études scientifiques : les jeunes qui passent par les écoles d'ingénieurs ne veulent plus rester dans la science, ils vont vers la finance massivement. Des responsables de R&D s'adressent à la Chine pour deux raisons : parce qu'on ne trouve plus personne ici, et que là-bas on trouve des gens vraiment motivés, un peu moins chers, sans les 35 heures... C'est à prendre très au sérieux : nous ne sommes pas à l'abri de surprises très désagréables.
- l'économie post-industrielle : il faut arrêter de parler d'économie post-industrielle, et arrêter de considérer que le déclin de l'industrie au sens classique du terme est une fatalité à laquelle il faudrait se résigner, parce que dans les pays modernes il n'y aurait plus que des cols blancs. La valeur ajoutée américaine dans le "manufacturing " est en croissance. Les pays européens qui se portent bien sont les pays où l'industrie manufacturière s'est modernisée. Nous avons un vrai problème culturel : même dans les écoles d'ingénieurs les jeunes ne s'intéressent pas vraiment à l'industrie. Le problème est difficile : on ne peut pas maintenir n'importe quelle industrie à n'importe quel prix. Une partie importante de notre industrie a besoin d'être modernisée.
- la conversion écologique et énergétique : on a une occasion fantastique de renouveler les process, les procédés, les produits. Mais là aussi, sur le volet industriel, on ne peut pas dire avoir beaucoup avancé : pas de véritable développement du photovoltaïque. Dans les industries naissantes, le démarrage est primordial, le décalage se voit au bout de cinq ans. Au début on se dit que tout le monde est petit, mais il y a ceux qui sont partis et restent sur une courbe de croissance, et les autres. On a là un effort à faire, et je trouve que sur le volet industriel, le Grenelle de l'environnement est sous-développé. Les voitures à piles, c'est au Japon, aujourd'hui. Parce qu'au Japon, quand ils ont identifié un sujet, ils vont voir le MITI, qui met quelques centaines, voire quelques millions d'euros sur le sujet, avec un interlocuteur.

- la restructuration permanente : on y est condamné. On est dans la mutation, et là aussi, on le gère dans la crise, ce à quoi pousse la législation française, avec une multiplicité d'acteurs, tous verticalisés. Le marché du travail, pour 70 à 80 % des gens, aujourd'hui, est un marché local. Il faudrait de vraies régulations, qui se fassent au niveau pertinent. Mais là aussi, on a une multiplicité d'acteurs, et un système législatif qui, à vouloir être trop contraignant, produit des effets pervers très forts. Les Suédois n'ont pas de législation, ils négocient tout. Chez nous, tout le monde ferme les yeux avant les situations de crise, et en situation de crise, le maire met son écharpe, le syndicaliste ne peut plus que dire non, et le patron cherche à se sortir du guêpier le plus vite possible, alors qu'il faudrait de la continuité, de la négociation, de l'anticipation.
- l'économie des services : il faut la penser différemment. On a intégré l'idée que l'économie des services, c'étaient des bac + 7 ou 8 qui faisaient de la recherche, soit des petits boulots. On a une économie des services peu productive. Si on a plus de productivité dans les services, on aura moins d'emplois ? Dans un premier temps, oui, mais on aura aussi de meilleurs salaires. Il y a toujours une spirale vertueuse des gains de productivité, ce qui est difficile à faire comprendre.
- la limitation des poches de pauvreté : les poches de pauvres se développent indépendamment de l'économie productive.

La régulation de type territorial est absolument fondamentale. Pour tous ces sujets, on dispose d'un cadre national, mais pour les traiter correctement, avec la réactivité nécessaire, avec l'intelligence collective nécessaire, le niveau central ne suffit pas. On ne peut pas surveiller cet environnement changeant des entreprises depuis Paris. Les grands mécanos, c'est une chose, mais pour anticiper, sur un territoire, les événements, et réagir à temps, il faut une intelligence collective du territoire ancrée dans le territoire : il ne s'agit plus des études de l'INSEE. Le grand avantage des systèmes compacts de régions qu'on a en Europe, c'est la capacité de mener des actions collectives, sans commune mesure avec celle que l'on a de bureaux parisiens. Un certain nombre de présidents de régions ont là-dessus un discours très construit.

Notre drame aujourd'hui, c'est d'être un pays décentralisé, mais où tous les niveaux décentralisés sont faibles, sauf, peut-être, les grandes agglomérations qui tirent leur épingle du jeu. Les régions devraient avoir un rôle essentiel, même en matière de restructuration : il faut un peu de distance par rapport au terrain immédiat. On ne va pas non plus reconverter tous les gens de Dunkerque à Dunkerque. On peut penser leur reconversion dans un cadre Pas-de-Calais... Le localisme n'est pas de mise. Le centralisme non plus. Il faut trouver un niveau intermédiaire. Le bon niveau serait la région, mais une région différente – ce qui n'est pas exactement ce qui se dessine aujourd'hui.

Débat

Question

"Un témoignage et une question. En région Normandie, on vient de vivre quelque chose qui illustre ce que vous venez de dire. Veolia et Total se sont groupés pour créer une société dont le métier est de retraiter les huiles usagées pour les revendre à des raffineries. Investissement : 50 millions d'euros, 140 emplois créés, le terrain a été trouvé, en bord de Seine à Rouen, avec toute la logistique portuaire – sauf que les services de l'État, en l'occurrence DRIRE et DDE, ont remis des rapports ambigus qui ont amené les élus locaux à prendre des positions d'opposition, et à refuser le permis de construire. Cette usine ne se fera pas à Rouen. La question est posée au Havre, et il est probable que l'usine se fasse en Hollande... Comment penser que Véolia et Total aient choisi d'investir sans avoir pris toutes les précautions sur le plan environnemental ? "

"Lors du Grenelle de l'environnement, au Havre, on a entendu, pendant deux heures, exclusivement les associations de protection de l'environnement. Seules deux personnes ont pris la parole pour souligner que l'on stigmatisait systématiquement l'industrie, en particulier son effet polluant, sans rappeler que la plupart des industries ont fait des efforts considérables de réduction de la pollution. On ferait bien d'acter les efforts qui ont été faits... "

"Il se trouve qu'on veut aujourd'hui classer les boucles de la Seine, ce qui donne lieu à un vrai débat, avec une opposition forte des industriels et de la chambre de commerce. Les boucles de la Seine, entre Paris et Le Havre, sont un secteur particulièrement industrialisé, mais aussi très attractif sur le plan touristique : comment rendre compatibles les deux points de vue ? Si classement il y a, est-ce que tout développement industriel devient impossible, ou au contraire plus harmonieux ? "

Réponse

Certains pays ont une conception plus dynamique que nous du classement. Nous avons une conception très conservatrice. En Île-de-France, des endroits ont été classés une fois pour toutes et sont devenus des dépotoirs, mais une fois classés, on ne peut plus y toucher. On pourrait imaginer des évaluations. D'autres pays réussissent à être à la fois industriels et soucieux de la protection de la nature – la Suisse, l'Allemagne... L'ennemi n° 1, c'est le dogmatisme.

Question

"On est incertain sur le comportement des entreprises, qui sont des acteurs globaux par excellence, même si elles se fragmentent. Est-ce que la recherche va être localisée dans quelques centres ou va-t-elle pouvoir être captée dans les pôles de compétitivité ? Ne pourrait-on pas, en particulier dans les territoires où l'on fait un peu de prospective, essayer de ne pas seulement attendre en faisant de l'hôtellerie haut de gamme, mais aussi, avec la problématique du développement durable, mettre au point une cartographie des activités susceptibles de se relocaliser dans les territoires ? Qu'est-ce qui est susceptible de se relocaliser en France, où l'on a soixante-dix millions de consommateurs ? Qui essaie de croiser changement climatique, coût de l'énergie, facteurs de relocalisation des activités productives ? "

Réponse

Ce sont des sujets sur lesquels on manque de données, de réflexion, et de concepts. L'hôtellerie, c'est quand même très important. Si les chercheurs vont massivement aux États-unis, c'est parce que l'hôtellerie est meilleure. Après avoir travaillé dans une bibliothèque américaine, on n'a plus très envie de revenir travailler dans les lieux dégradés que sont nos universités. Les conditions de travail, les conditions d'accueil, c'est très important. Ensuite, les stratégies des acteurs sont parfois difficiles à suivre, y compris pour eux-mêmes. La stratégie d'Alcatel depuis quinze ans, où mène-t-elle ? Il ne faut pas imaginer des surhommes dans des bureaux de verre, qui penseraient pour nous. Une piste de réflexion intéressante émerge, si l'on tient compte de deux types de biens : ce qui peut être packagé, vendu sur un marché international, et ce qui est plus difficile à packager, à mettre sous cellophane, mais plus facile à accrocher à des territoires. Je prends un exemple dans le logiciel : on a aujourd'hui cette bataille souvent caricaturée entre l'open source et le logiciel propriétaire. Microsoft, c'est typiquement du packaging : on a des logiciels sous cellophane, au propre comme au figuré ; on paie une rente transatlantique fantastique, pour des produits de mauvaise qualité. L'intérêt de l'open source, c'est d'avoir des briques disponibles, qui ont besoin, pour être utilisées, du développement logiciel local. D'une manière générale, les grands secteurs de croissance seront la production de biens anthropocentrés : la santé, l'éducation, le loisir – et j'ajoute la mobilité. On peut avoir plusieurs stratégies : on peut être dans la stratégie du packaging, avec des choses débitées en sous-ensembles marchands où l'on est prisonnier d'une concurrence sauvage. Ou alors on peut

organiser des systèmes de biens et de services de haute valeur ajoutée plus connectés aux territoires. Par exemple, en ce qui concerne la santé : il est toujours étonnant de voir parler de la santé en termes de coûts, de charges. La santé, c'est d'abord une formidable industrie de croissance. Il est incompréhensible que la santé ne soit pas comptabilisée dans les facteurs de croissance, pas seulement la pharmacie, mais la santé d'une manière générale. On dépense 8 % de notre PIB en santé, les États-Unis sont à 14 %. Pourquoi une société moderne, développée, d'abondance, ne mettrait pas 20 % de son PIB dans la santé ? Le problème comptable de la sécurité sociale est un autre problème. L'hôpital, dans les territoires, peut être source de création d'emplois, d'innovation, d'invention de choses nouvelles, de couplage entre des biens et des services nouveaux.

Il en va de même pour la mobilité et l'éducation. On est très loin d'avoir fait la révolution de nos systèmes d'éducation, on en est resté au XIX e siècle, on n'a pas compris que les enfants en apprennent plus par la télé et l'internet que par l'école : là aussi, il y a un complexe de produits et de services de proximité à développer. Si on regarde en arrière, on voit que les villes ont tiré l'économie et structuré les biens et les services : la voiture, l'ascenseur, le frigo... L'urbanisation a été une machine à structurer un panier de biens et de services qui sont devenus les moteurs des révolutions industrielles successives. Pourquoi est-ce que les villes du futur, réinventées sous l'angle de la mobilité, de la santé, de l'éducation, avec des complexes nouveaux de biens et de services, ne pourraient pas être des moteurs de croissance importants ? L'histoire du capitalisme, c'est perpétuellement le passage de biens initialement réservés aux riches à l'ensemble de la population. On commence par des marchés riches, puis on assiste à une généralisation qui devient facteur de croissance. Du point de vue des services à la personne, soit on revient vers le XIX e siècle, et on recrée les chambres de bonne, qui étaient très pratiques et seraient bien dans le cadre du Grenelle, puisque ceux qui bénéficient des services et ceux qui les rendent n'habitent pas au même endroit. On peut inventer des choses plus innovantes.

Gilles Le Blanc

Sur ce point : c'est une direction possible de la mondialisation, on retrouverait exactement la situation de 1910. Il y a un très beau texte de Keynes, de 1910, qui explique la formidable vie du rentier dans le monde globalisé de l'époque, où existent beaucoup de biens à la personne, et où l'on peut s'approvisionner en biens et marchandises venus du monde entier.

Si la réflexion n'est pas entreprise, c'est parce que l'on bute sur un problème de concept et de représentation : dans l'éducation et la santé, on a un problème de statistiques, de mesure. Quand on compte les dépenses improductives, on se prive de la perspective qu'offre la dimension « investissement » : qualité de la main d'œuvre, productivité.

Quant aux coûts d'internalisation des externalités et aux coûts de transport, l'approche consistant à envisager les relocalisations est intéressante, mais limitée : il ne faut pas se raconter d'histoires sur les possibilités de faire revenir des activités uniquement sur l'argument des coûts de transport. La part de ces éléments dans un certain nombre de biens, le fait que dans nos économies il y ait déjà eu de la part des entreprises une internalisation importante dans le coût de leurs externalités, donnent des marges de manœuvre assez faibles. Par contre la prise en compte des facteurs environnementaux ou énergétiques ouvre de nouvelles utilités et de nouvelles valorisations. Plutôt que d'avoir une approche par les coûts, il faut se demander quelles vont être les utilités nouvelles, comment le nouveau peut se faire. Les interventions régionales sont possibles à ce niveau : la bagarre se joue sur la construction de normes et de standards passant à l'échelle mondiale ; or, les normes et les standards, ce n'est pas seulement de la supériorité technique, c'est aussi de l'expérimentation, de la validation par les usagers. Il n'y a qu'à voir le rôle qu'a joué l'Ille-et-Vilaine dans les innovations techniques des télécommunications. Les territoires ont des possibilités d'action parce qu'ils présentent un espace d'expérimentation et de validation important.

Quant au tourisme, sur lequel on a une vision idéalisée, sanctuarisée, il me semble que l'approche purement quantitative est un piège. Dans le rapport Attali, il est dit qu'on vise 120 000 000 de personnes à l'horizon 2015 ; on se flatte d'être le premier pays d'accueil ; le seul problème est celui de la rentabilité de cette activité. Un visiteur, en France, rapporte 400 euros, en Espagne 600, aux États-unis 1600. Les États-unis, 6^e en nombre de visiteurs, sont très loin devant nous en termes d'activité économique. Une approche quantitative – nombre d'hôtels, de places d'accueil... – rate l'intérêt du tourisme pour un territoire. On risque de se retrouver avec des surcapacités qui vont entrer en concurrence de manière violente, sans en tirer de bénéfice économique direct.

Question

"Il y a quelque chose de perturbant dans la réflexion sur les territoires et la mondialisation : la géographie, la limite des territoires, semble très floue et peut conduire à des analyses complètement erronées. Laisser croire à un territoire qu'il est maître du jeu, par exemple, sur le CO2, c'est une illusion totale. Aujourd'hui l'idée que l'Europe puisse concevoir un système vertueux où il fera payer le CO2 quand des voisins, même au sud de la Méditerranée, ne le feront pas payer, est dangereuse ; les territoires vont être impactés par une décision politique qui se traduira par une directive votée avant la fin de l'année. Le territoire se heurte à un problème de niveau de régulation sur des sujets divers, le CO2, mais aussi l'énergie, où le territoire est un peu perdu. "

"Des discours des élus des territoires ressortent des conflits de compétences. On a entendu dire qu'un président de conseil général était malheureux parce qu'il n'avait pas de compétence dans le domaine économique, que la compétence universitaire était du niveau national... Avoir des conflits de compétences à répétition sur des sujets permet de ne pas se concentrer sur les vrais problèmes, et du coup on ne fait pas avancer les problèmes majeurs. L'entreprise a la chance d'être obligée de faire du benchmark. Mon impression est que les élus ignorent ce que c'est. La Bretagne bretonnante sera toujours différente du Midi, et on explique que c'est cette réalité-là qui est historique, inscrite dans les gènes, que le reste doit s'y adapter. Je n'ai pas voulu demander quel était le rang mondial des universités bretonnes... Mais quand on revient ici, par exemple en rentrant de Chine, on trouve les débats surréalistes, ou en tout cas d'un autre âge. "

"Dernier point : la problématique du traitement statistique est essentielle. Quand on ne retient de l'industrie que les sources d'émission, avec un service de l'État qui croit qu'il est dans son rôle de diffuser sur internet ou dans la presse les émissions des sites industriels, on n'aide pas l'industrie à continuer de progresser sur le territoire. Quand on dit qu'un site industriel se ramène à ses émissions de SO2 ou de CO2, on n'aide pas ce site industriel. Beaucoup peuvent se dire que le monde serait bien plus joli sans l'industrie. Dans l'industrie, qu'est-ce qu'on mesure, et qu'est ce qu'on restitue à l'extérieur ? "

Réponse

Sur le CO2, le débat est compliqué. Tant qu'il n'y aura pas une homogénéisation mondiale, il y aura des effets pervers, et en même temps il faut bien commencer quelque part.

Sur le système des collectivités, on peut être moins sévère : il y a eu des progrès, notamment dans les grandes agglomérations. Nous rêvons parfois d'un système fédéral sur le modèle allemand, mais les Allemands disent n'en plus pouvoir, du système fédéral. Rien n'est simple nulle part. Ma position est que l'on a un besoin urgent de remettre un peu d'ordre, la superposition de niveaux est une source considérable d'inefficacité, de même que l'absence de hiérarchisation et de définition claire des compétences. On parlait des aides à la recherche données par les régions : ce n'est pas neuf. On s'est rendu compte d'un gaspillage incroyable dans ces aides. Les chercheurs sont comme les autres : un chercheur un peu astucieux réussissait à tirer des milliers, voire des millions de francs pour des

projets qui n'étaient pas évalués. L'État n'est pas outillé pour faire le tri entre ce qui doit être financé et ce qui ne doit pas l'être. Ce qui va sortir économiquement de la recherche, recherche fondamentale ou recherche appliquée... on ne le sait pas, et il n'y a aucune raison pour que l'acteur public soit mieux équipé pour le savoir que les chercheurs eux-mêmes. Il y a une part de hasard. Il faudrait plutôt soutenir les bonnes équipes reconnues internationalement, ce qui est un critère sûr bien que pas toujours suffisant. On a un gaspillage énorme.